



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 9 avril 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 18
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 29 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril à quatorze heures, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents excusés :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac)

Absents :

M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Avenant à la convention public-public relative à la mise en œuvre du GAL Iles et Estuaires charentais

*Coopération
interterritoriale*

Vu la délibération du conseil communautaire de la CCIO du 30 juin 2022 portant sur la candidature Volet Territorial des Fonds Européens ;

Vu la délibération du comité syndical du PMO du 8 juillet 2022 portant sur la validation de la candidature à la stratégie de développement local du Volet Territorial des Fonds Européens 2021 - 2027 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CARA du 18 juillet 2022 portant sur l'approbation du dossier de candidature du territoire Bassin de Marennes – Îles d'Oléron – Royan Atlantique – Rochefort Océan pour la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens 2021 – 2027 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CARO du 22 septembre 2022 portant sur la stratégie territoriale de développement local dans le cadre des fonds européens 2021-2027 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CCBM du 28 septembre 2022 portant sur la validation de la candidature à la stratégie de développement local du Volet Territorial des Fonds Européens 2021 - 2027 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CCIO du 17 novembre 2022 portant sur la validation de la convention public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CARA du 18 novembre 2022 portant sur la validation de la convention public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CARO du 1er décembre 2022 portant sur la validation de la convention public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais ;

Vu la délibération du comité syndical du PETR Marennes Oléron du 2 décembre 2022 portant sur la validation de la convention public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CCBM du 7 décembre 2022 portant sur la validation de la convention public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais ;

Vu la délibération du comité syndical du PETR Marennes Oléron du 23 février 2024 portant sur la validation de l'avenant n°1 à la convention public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais ;

Considérant la nécessité de modifier par avenant la convention de coopération « public-public » relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais en date du 21 décembre 2022 pour tenir compte de :

- La tenue de comités techniques au lieu de comités thématiques ainsi que l'absence de répartition territoriale des thématiques d'intervention ;
- L'usage du terme « séance de GAL » au lieu de « réunion du Comité de Sélection Unique » ;
- L'élargissement des dépenses relatives à la coordination technique du DLAL ;
- La constitution des dossiers de demande de financement de l'ingénierie du programme faite directement par les structures portant l'animation de proximité (la CARO, la CARA et la CCIO) ;

La proposition d'avenant à la convention de coopération public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Îles et Estuaires Charentais (annexé) modifie les articles 3 et 5 de la convention susmentionnée comme suit :

❖ **Article 3 relatif aux modalités de coopération :**

Les rôles de la CARO, de la CARA, de la CCIO et de la CCBM, à l'échelle du GAL, évoluent comme suit :

- Organiser les comités techniques (préparer, animer et restituer) conformément aux décisions prise à l'échelle du Groupe de Travail Interfonds (GTI). *Le Groupe de Travail Interfonds est l'instance technique opérationnelle réunissant les équipes techniques des EPCI en charge des contractualisations en général (Chargés de mission, responsables de services, DGS pour les communautés de communes) et du volet territorial des programmes européens en particulier. C'est à cette échelle que les orientations techniques pour la coordination du programme sont travaillées.*

- Accompagner en concertation entre les EPCI concernés les projets se déployant à l'échelle de plusieurs EPCI.

Par ailleurs, l'expression « Réunion du Comité de Sélection Unique (CSU) » est remplacée par « Séance de GAL » dans tout l'article 3.

❖ **Article 5 relatif aux modalités financières :**

Le PMO porte les frais de fonctionnement liés à la coordination technique du DLAL. Concernant le financement de l'animation de proximité, l'article 5 de la convention prévoyait que « *Sur demande du PMO, [les structures porteuses de l'animation de proximité] lui fournissent tous les éléments nécessaires à la constitution et au versement des subventions Leader liées à ces postes. Dans un délai de 4 mois maximum après l'encaissement des subventions Leader liées à l'ingénierie du programme, le PMO reverse à la CARO, la CARA et la CCIO la quote-part des subventions Leader liées à l'animation de proximité sur la base des éléments retenus par l'Autorité de gestion dans son rapport d'instruction.* » Suite à l'évolution du contexte, le texte de l'article 5 concernant le financement de l'animation de proximité se limite désormais à : « *Sachant que la constitution des dossiers de demande de subvention peut être faite directement par les structures portant l'animation de proximité (la CARO, la CARA et la CCIO), il n'y a pas de flux financier entre les EPCI pour le financement de l'animation de proximité.* ».

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- de valider l'avenant n°1 à la convention de coopération public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 pour le Groupe d'Action Locale des Iles et Estuaires Charentais ;
- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°1 à la convention de coopération public-public relative à la mise en œuvre du Développement Local par les Acteurs Locaux des fonds européens 2021-2027 par le Groupe d'Action Locale des Iles et Estuaires Charentais et tous les documents liés.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.